

# Pour une médecine bon marché

## OPINION

En 2015, le Conseil fédéral a lancé un programme national de recherche intitulé Système de santé. Doté d'une enveloppe de 20 millions de francs, il vise à encourager les recherches innovantes, afin d'améliorer les performances en matière de diagnostic et de thérapie, et d'enrichir la littérature scientifique. Soit! Mais faut-il pour cela appauvrir les assurés?

On ne trouve en effet, dans ce programme, aucune volonté de s'attaquer à la question du coût de ce Système de santé. Pourtant, le conseiller fédéral Alain Berset l'a répété à plusieurs reprises: le développement de nouvelles techniques médicales est l'un des deux facteurs qui déterminent l'augmentation des primes de l'assurance maladie de base, l'autre étant le vieillissement de la population.

Or, les «solutions» proposées ici ou là pour lutter contre la hausse des primes ont ceci en commun qu'elles n'influent ni sur le développement des nouvelles techniques, ni sur la qualité du vieillissement.

Qu'elles s'appellent «moratoire sur l'ouverture des cabinets», «liberté de contracter», «clause du besoin», «révision du TarMed» ou «caisse unique», elles ne s'attaquent en rien aux deux sources reconnues du problème. N'y a-t-il vraiment rien de mieux à faire?

Dans le domaine de l'énergie, les *cleantechs* nous suggèrent une réponse: le problème du réchauffement climatique a contribué à réorienter la recherche vers des solutions adaptées à la situation, ouvrant du même coup de nouveaux marchés.

## L'aspect économique doit faire partie intégrante de tout projet de recherche financé par des fonds publics

Par analogie, il est temps de promouvoir les *cheapmed*: des méthodes qui visent à réduire le coût des examens ou des traitements – sans diminution de qualité – et à améliorer les conditions du vieillissement. Antoine Hubert, directeur du groupe Aegis, ne dit pas autre chose: l'innovation peut permettre de stopper la hausse des primes, à condition d'être orientée vers la réduction des coûts.

Ainsi, un programme de recherche de l'École polytechnique fédérale de Lausanne vise «à développer des équipements médicaux efficaces, de haute qualité et à un prix accessible

pour la population.» La population... du tiers-monde! Un objectif louable, à ceci près qu'aujourd'hui, le problème du coût de la santé n'est plus seulement un défi pour le tiers-monde: c'en est un aussi pour notre pays.

Dans ce contexte, il est inacceptable d'engager des fonds publics pour développer des techniques médicales ultra-performantes, visant à «enrichir la littérature», sans se soucier du coût qu'elles engendreront pour la population, quitte à propulser les primes de l'assurance de base à des hauteurs inabornables. L'aspect économique doit faire partie intégrante de tout projet de recherche financé par la Confédération ou d'autres collectivités publiques. Il devrait même en constituer l'objectif principal.

Le virage des *cheapmed* est inévitable à plus ou moins long terme. Et le moins long terme serait certainement le mieux. ■

LENA LIO DÉPUTÉE UDC  
AU GRAND CONSEIL VAUDOIS

